

Document

L'endettement sur les cartes de crédit inquiète Wall Street et la City (25.08)

Le Monde – 22.08

Les banques commerciales américaines et britanniques sont assises sur un baril de poudre. La poussée de la dette sur les cartes de crédit collectionnées jusqu'au vertige par les ménages lors du boom économique inquiète à Wall Street comme à la City.

Tout, tout de suite ; jouir maintenant, payer demain : le réveil est brutal pour Mick Longfellow. Cet instituteur de Newcastle (nord-est de l'Angleterre), marié à une infirmière, est dans le rouge à hauteur de 30 000 livres (34 500 euros) sur plusieurs cartes de crédit.

La monnaie plastique a permis au ménage de vivre au-dessus de ses moyens. Ne pouvant plus supporter les remboursements obligatoires depuis que la banque a baissé le plafond des crédits de moitié, ce foyer de quatre personnes, qui a contracté un emprunt hypothécaire, est insolvable. Seule l'intervention d'un conseiller en gestion de l'endettement a évité aux Longfellow la saisie de leurs biens.

"DETTE PLASTIQUE"

La dette moyenne au Royaume-Uni sur carte de crédit est actuellement de 6 956 livres. Les particuliers déclarés en faillite doivent quelque cinq milliards de livres, en particulier à BarclayCard et à MasterCard (Royal Bank of Scotland).

Aux Etats-Unis, la dette des particuliers est de 1 914 milliards de dollars (1 336,7 milliards d'euros) ; la dette moyenne d'un foyer de 8 329 dollars. Les engagements financiers représentent 140 % des revenus des ménages. Cette bombe à retardement explique la longueur des titres d'établissements exposés comme Citigroup ou Bank of America, malgré les bons résultats de leur banque d'affaires en 2008-2009. Assureurs et fonds de pension qui, par le truchement de la titrisation, ont racheté de la dette sur carte de crédit, sont concernés. Quant à la hausse du chômage (9 % aux Etats-Unis et 7,8 % au Royaume-Uni), elle pénalise la capacité des ménages à honorer leurs dettes, et explique en grande partie l'explosion de la "dette plastique".

Lors des années de croissance, les consommateurs ont été encouragés à prendre des cartes de crédit sans vérifier s'ils pouvaient supporter les remboursements. Une pratique dangereuse, car aux taux d'intérêt quasi usuraires s'ajoutaient de gros frais forfaitaires.

Aujourd'hui, les banques serrent la vis en relevant le minimum à rembourser mensuellement. Les produits alléchants sont retirés pour éviter que les ménages ne financent leur endettement immobilier avec leurs cartes. L'heure est au refus des demandes de clients représentant des risques dépassant l'acceptable, voire au retrait unilatéral de la carte dans les trente jours. Il y a des dispositifs d'alerte en cas de hausse inattendue des dépenses des débiteurs.

Pour aider les "drogués" de la carte de crédit, des deux côtés de l'Atlantique, des associations de lutte contre la pauvreté ont uni leurs efforts. Le britannique London Citizens et l'américain Industrial Areas Foundation militent pour une limitation des taux d'intérêt sur carte de crédit à 10 % - la moitié des taux appliqués de nos jours. Leur campagne vise notamment les banques nationalisées totalement ou partiellement, comme la Royal Bank of Scotland ou Citigroup.